

Droit à l'alimentation

26 janvier 2026

Initiative Citoyenne Européenne (ICE)

Aujourd'hui, le droit à l'alimentation est reconnu dans les textes internationaux, mais il reste largement insuffisant dans sa mise en œuvre. En Europe, de nombreuses personnes n'ont pas accès à une alimentation choisie, saine et durable, tandis que les systèmes alimentaires fragilisent la santé, l'environnement et les conditions de travail tout au long des filières.

Cette Initiative citoyenne européenne propose de faire de l'alimentation un droit humain pour toutes et tous.

L'alimentation est une question démocratique majeure. Et pourtant, les citoyen·nes ont encore trop peu de pouvoir sur ce qui se décide. Le droit à l'alimentation est reconnu par les conventions internationales, mais il reste largement théorique. Les choix qui structurent notre système alimentaire sont trop souvent faits sans celles et ceux qui mangent et produisent notre alimentation. Avec cette Initiative citoyenne européenne pour le droit à l'alimentation, une autre voie s'ouvre : celle d'une démocratie alimentaire vivante, où les citoyen·nes peuvent peser directement sur les décisions européennes.

Si elle aboutit, cette initiative peut faire de l'alimentation un droit humain pour toutes et tous en Europe en garantissant un accès digne à une alimentation choisie, saine et durable, produite dans le respect des paysan·nes.

Reprenez le pouvoir sur votre alimentation ! Signez l'Initiative citoyenne européenne :

<https://eci.ec.europa.eu/053/public?lg=fr&form=fr>



La collecte des signatures de l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE) pour le droit à l'alimentation est officiellement ouverte depuis le 7 janvier 2026. **Pendant un an**, les citoyennes et citoyens européens sont appelés à se mobiliser pour faire de l'alimentation un droit effectif.

Pour obliger la Commission européenne à y répondre et à faire du droit l'alimentation une réalité concrète en Europe, nous avons besoin d'1 million de signatures dont **59 000 en France**.

En France, la campagne est coordonnée par le **Collectif Nourrir**, avec la mobilisation de nombreux acteurs associatifs, territoriaux et citoyens (plus de 200 ONG et associations dont indecosa CGT).